

De la sidérurgie à la Nouvelle économie

Par [Anne Querrien](#), [François Rosso](#)

Mise en ligne mai 2000

L'entrée de l'informatique dans l'industrie, la possibilité de suivre les *process* sur écran et de télécommander les opérations, l'établissement de liaisons rapides entre travailleurs et dirigeants grâce aux télécommunications ont transformé l'espace de l'usine ou du bureau avant celui de la vie quotidienne. D'une masse d'hommes répartis tout le long du processus de transformation de la matière, on est passé à un semis de travailleurs isolés, complétés de quelques équipes ponctuelles très qualifiées qui forment les noyaux durs des entreprises alors que les équipes de nettoyage et de manutention ont été externalisées et précarisées [1].

Si ces équipes sont encore constituées de travailleurs salariés dont la puissance productive tient à l'utilisation de l'outillage mis à leur disposition par les détenteurs du capital, la miniaturisation et la baisse continue des prix des nouveaux instruments de production a donné à leurs collègues écartés de la « production officielle » les moyens de développer de nouvelles activités productives dans des champs de compétences à leur mesure tels que la mécanique, la construction, le second œuvre, l'électricité, la restauration etc. Le travail de conception que déploient ces travailleurs pour répondre aux demandes qu'ils reçoivent de leur milieu de vie est tout aussi immatériel, incorporé au corps et à l'esprit [2], que celui des travailleurs des nouveaux secteurs de l'économie.

Le capital fixe n'est plus le boulet qui fixait le travailleur à son poste. Pour attirer et fixer les travailleurs provenant de toutes les régions françaises, de toute l'Europe et du Maghreb [3] auprès des ressources naturelles, des mines de charbon et de fer, ou auprès des usines, de nombreux instruments avaient été déployés pour reproduire une force de travail soigneusement limitée dans ses prétentions intellectuelles. Ecole primaire ornée à Hagondange de la devise « Le travail acharné vient à bout de toutes les difficultés », hôpitaux, centres de santé, patronages, salles de gymnastique, piscines, terrains de sports, salles d'harmonie, théâtres, etc. La vie quotidienne de l'ouvrier se déroulait dans des lieux tous liés à l'usine, fondés peu ou prou par le patronat. Pour habiter il fallait travailler [4]. Pour travailler il fallait habiter dans les logements construits par l'entreprise ou avec son argent. Ce qu'on a appelé le paternalisme patronal doit être considéré comme le capital à investir et le coût social à supporter pour constituer une main d'œuvre fixe, figée dans sa compétence de servante du capital local. Le capital immobilisé pour contrôler le territoire permettait de faire régner la mono-industrie, du fer dans le cas qui nous occupe, et de s'assurer du monopole, ou en tout cas de l'hégémonie, sur l'exploitation de cette main d'œuvre. Aujourd'hui les détenteurs du capital croient n'avoir plus besoin d'investir dans la reproduction de la force du travail ; ils prônent donc la réduction des dépenses publiques.

Du salaire au revenu garanti

La rémunération du travailleur ne se limitait donc pas au seul salaire net. Travailler pour la sidérurgie par exemple donnait également droit à bénéficier des « œuvres sociales » de l'entreprise : gratuité ou faible montant du loyer, gratuité de la formation post-primaire pour les enfants dans les centres d'apprentissage pour les garçons et les écoles ménagères pour les filles, tarifs préférentiels dans les coopératives de consommation, accès aux hôpitaux et maternités de l'entreprise, utilisation des installations sportives et culturelles... ces avantages, dénoncés souvent comme les instruments d'une politique paternaliste, étaient en fait des compléments de salaire « en nature ». Cette internalisation de la vie quotidienne dans l'orbite de l'usine était indispensable à la formation de la masse de travailleurs compacte et solidaire dont le capital avait besoin pour la distribuer le long de la production.

La période de l'après guerre vit apparaître une nouvelle usine « à l'américaine », construite avec les fonds du Plan Marshall [5], et vouée aux produits plats pour anticiper la forte augmentation prévue de la consommation privée (automobile en particulier). Le bassin sidérurgique lorrain était présenté

alors comme le nouveau Texas, et il y régnait une ambiance proche de celle décrite par Mike Davis, lorsqu'il parle des beaux jours de la ville de Fontana dans la banlieue de Los Angeles [6].

Mais au début des années soixante, le ralentissement de la demande d'acier a réduit brusquement les besoins en minerai de fer. Les crises vont devenir le quotidien des « hommes du fer ». En 1962, une première mine est fermée, c'est le début de la crise minière et de l'abandon progressif du minerai de fer lorrain. En 1966 les maîtres de forge et l'Etat, élaborent un Plan professionnel pour restructurer la sidérurgie nationale [7]. C'est le début de la mise en œuvre du grand dégageement de la sidérurgie lorraine de son territoire naturel.

Comment négocier les conditions de cette reconversion économique et sociale ? Faut-il même l'admettre ? Les grèves [8] se font tout aussi bien contre les suppressions d'emploi et les fermetures des installations que pour l'augmentation des salaires à conditions de travail constantes. Certains sont pour une gestion sociale de la reconversion et d'autres ne veulent pas entendre parler de reconversion. L'unité ne se fait que contre les patrons, mais la division règne sur les revendications. Avec ces revendications additionnées et contradictoires, les syndicats CGT et CFDT bloquent toutes les mines et les usines en avril 1967. L'ensemble de la sidérurgie lorraine est paralysé par la grève. Le conflit débouche sur la signature de la première convention sociale, qui instaure entre autres choses, la préretraite à 60 ans pour les sidérurgistes [9], avec un niveau de revenu proche du salaire net antérieur. En disant non aux fermetures des installations les sidérurgistes ont en fait exigé de vivre et travailler au pays d'adoption [10]. Ils ont contraint l'Etat et la sidérurgie à leur garantir finalement un revenu de travailleur sans travailler, et ce dès cinquante ans au bout de quelques années de luttes supplémentaires. Un revenu sans emploi, c'est aussi la première étape vers l'ouverture à de nouvelles formes d'activité autonomes.

Pendant plus de 30 ans, de 1967 à aujourd'hui, de restructurations en restructuration, de révolte en révolte, cette situation exceptionnelle, qui avait été définie au départ comme provisoire et d'une durée limitée, s'est pérennisée, a été reconduite et améliorée. Le refus du travail à n'importe quel prix et n'importe où l'a emporté. La mobilité obligatoire a été refusée. Les risques de l'immobilité ont été assumés.

La restructuration du capital

De restructurations industrielles en restructurations financières, de nationalisation en privatisation, la place de la sidérurgie en Lorraine s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Les effectifs qui étaient encore de 100000 personnes dans le noyau dur et stable à la fin des années soixante, n'y dépassent plus la dizaine de milliers aujourd'hui, même si de nombreux précaires sont employés en plus. La production continue. Les fusions d'entreprises alternent avec les démembrements. Les capitaux étrangers à la région ou au pays se chargent des produits hors spécialisation de la grande entreprise. Celle-ci se concentre sur les plus consommables, les produits plats, pour lesquels elle a acquis la dimension mondiale requise.

Les usines abandonnées se transforment en friches industrielles [11]. Le capital immobilisé sur le territoire pour l'entretien et la reproduction de la force de travail devient une charge dans le cadre de ces opérations de déterritorialisation principalement financières. Le capital se désengage du local ; C'est la braderie permanente. Cession des rues et des réseaux, des équipements à l'Etat et aux collectivités locales ; des magasins d'alimentation des cités à la grande distribution, des logements à leurs occupants ou à des sociétés immobilières qui les louent après réhabilitation et enchérissement.

Le capital ne se contente pas d'abandonner les travailleurs aux délices du revenu garanti. Il leur offre de goûter aux joies du décideur. Les conventions sociales de la sidérurgie ont toutes prévu un versement en capital pour les départs en cessation anticipée d'activité. On ne jouait pas encore à la Bourse à l'époque, mais on était alléché à l'idée de pouvoir enfin acheter sa maison et de pouvoir être maître chez soi. C'est ainsi que les logements ont été vendus à des prix d'autant plus avantageux qu'ils étaient jugés difficilement valorisables par les professionnels de l'immobilier, comme ceux sis sur des galeries de mines par exemple, à Aubouée, où maintenant les maisons

s'effondrent. Certains sociologues comme Gérard Noiriel ont dénoncé la constitution de « ghettos de retraités » [12]. Ils ne voyaient pas, et personne en dehors des intéressés non plus, que de se poser quelque part et d'y investir son capital, au risque de le perdre, c'est se lancer dans le développement.

Du salarié fordiste à l'entrepreneur autonome et collectif

Les supermarchés et hypermarchés de bricolage [13] se sont multipliés dans la région pour répondre aux besoins de matériel et d'outillage de ces nouveaux entrepreneurs [14]. Le développement du territoire a été pris en charge par les anciens mineurs et sidérurgistes qui sont restés au pays et y ont investi leur capital de départ, et leur capacité de crédit, au lieu de choisir des placements financiers ou d'aller jouer ailleurs des avantages fraîchement acquis. Par leur travail, leur investissement dans l'immobilier local, les anciens mineurs et sidérurgistes ont valorisé leurs quartiers et pris la relève du capital financier et industriel qui désertait le territoire. Au lieu de participer à la déterritorialisation organisée par le capital financier, ils en ont pris le contrepied et ont investi dans le logement pour lui-même [15]. Le logement n'est plus l'annexe du travail salarié, mais le lieu du développement de la vie familiale et amicale, d'un nouveau type de travail, d'une nouvelle subjectivité territoriale. Celle-ci se traduit par la construction de centaines de nouvelles maisons pour les jeunes ménages. Malgré les suppressions d'emploi par dizaines de milliers, et les mutations hors Lorraine, la population du bassin sidérurgique s'est stabilisée. Le territoire se développe sur une nouvelle base économique, à partir de l'investissement résidentiel d'abord, mais en fait à partir de l'investissement diversifié d'une multitude d'acteurs aux stratégies différentes [16].

Contrairement à ce qu'on imagine de loin, ce ne sont pas les investissements dans de nouvelles productions fordistes qui ont organisé cette stabilisation. C'est dans le bassin de Longwy, choyé par les pouvoirs publics, que la perte de population est la plus forte. L'Etat a aidé financièrement l'installation d'« usines tournevis », symboles du mépris des élites pour les savoirs faire de la population, et ouvert des filières de formation industrielle sans débouchés locaux, condamnant les jeunes diplômés à aller chercher fortune ailleurs. Loin de contribuer à fixer la population locale et de soutenir son engagement dans un nouveau développement économique, ces aides n'ont fait que reculer les échéances et fourvoyer la population dans une représentation erronée des « hommes du fer » comme une race à part vouée à l'industrie lourde et au salariat.

Les dizaines de milliers de travailleurs bénéficiant du revenu garanti qui ont choisi de rester ont amélioré leur position par eux-mêmes. D'autres dizaines de milliers, plus jeunes, travaillent au Luxembourg dans les services, y compris à compétence ouvrière, tout en continuant à habiter dans le bassin sidérurgique. Alors que le Revenu minimum d'insertion (RMI), en obligeant la multitude des « nouveaux pauvres » à subir un contrôle social permanent, enferme ceux-ci dans l'assistance à des fins d'homogénéisation impossible, et ne devient un gisement d'emplois que pour ceux qui sont recrutés pour « l'expérimentation des nouvelles technologies de contrôle et de discipline » [17], à la manière des petites technocraties mondialisées qui gère l'économie de la faim [18], le revenu garanti des sidérurgistes, « ce salaire sans travail commandé à fournir », permet de développer davantage la solidarité à l'intérieur de la famille et entre voisins, pour garder les enfants, pour des coups de mains, pour l'investissement en nature ou en argent dans la maison. Les habitants du bassin sidérurgique ont pu ainsi développer une nouvelle ligne de vie, autonome et collective.

Le revenu garanti et le capital de départ de l'entreprise ont dégagé des possibilités d'investissement et d'activités de services, que ne permettait pas l'enfermement dans la vie salariée. Cet investissement de la multitude se remarque tout simplement à la multiplication des lotissements, et à une accession à la propriété réalisée à des niveaux de valeur supérieurs à ceux que permettent les plans de financement indexés sur le seul revenu. Une valeur qui incorpore une importante quantité de travail bénévole individuel, familial ou amical. Revalorisés par le travail informel, les biens immobiliers continuent de se transmettre à des niveaux de prix qui témoignent de la valeur créée par cet entrepreneuriat local, alors que les Cassandre de tous bords promettaient l'effondrement dans les dix ans. Les sidérurgistes ne les ont pas cru et ont préféré investir dans ce qui d'après les autres

devait les ruiner. Mais l'essentiel de la valeur créée n'apparaît pas en temps ordinaire ; elle se révèle seulement aux moments de transmission, lors des décès ou des ventes. Il se produit sur le territoire une plus-value latente, difficilement évaluable, dans l'instant, à l'image de celle que produit traditionnellement le travail féminin, comme l'a souligné Christian Marazzi. [19]

Une nouvelle formation est acquise sur le tas, mobilisant des savoirs domestiques, familiaux, ou liés aux cultures d'origine, mais aussi des savoirs acquis à l'usine et indépendants des équipements lourds qui continuent d'être indispensables à certains pour la mise en œuvre de leurs compétences. Des échanges de savoirs informels se mettent en place ainsi que de nouveaux apprentissages permis par la lecture entre copains des notices des magasins de bricolage et des journaux spécialisés, le visionnement de cassettes et de CD-Rom, ou la consultation d'Internet. De nouvelles pratiques de formation plus ou moins ludiques apparaissent, faisant appel à toutes les formes de cultures, et ne conduisant plus à la seule formation professionnelle. De nouveaux liens culturels se créent ou se resserrent. La valeur ajoutée devient celle du lien social lui-même. Un nouveau départ s'est pris hors sidérurgie qui conduit certes de nombreux habitants à aller chercher fortune quelques heures par jour au Luxembourg, mais qui se traduit pour tous, y compris ceux qui travaillent encore dans la sidérurgie, par la constitution d'un nouveau milieu de vie hors usine, autonome, à la différence de ce qui se passait auparavant lorsque l'usine était le seul milieu de référence.

En prenant appui sur le revenu garanti, un pouvoir constituant, au sens de Toni Negri [20], a émergé, s'est manifesté en affirmant la volonté de vivre et de travailler au pays en exploitant la multiplicité des savoirs-faire acquis et des possibilités d'apprentissage, des savoirs-faire déployables hors de l'usine, hors de l'assujettissement à ses machines, à son capital. L'usine puise déjà dans cette nouvelle richesse par les contrats de sous-traitance et d'externalisation et augmente ainsi le rendement de ses propres capitaux.

Mais pour ce pouvoir constituant, le capital est d'abord social. Le capital social, c'est le capital immatériel que forme une population assemblée sur un territoire, avec ses savoirs-faire, ses habitudes de vie, ses désirs, son aptitude à manier les nouvelles technologies et les anciennes. Ce territoire peut être soit un territoire naturel, soit un territoire culturel ; on parle alors de diaspora [21]. Territoire naturel et territoire culturel interagissent dans cette recomposition des compétences et forment le territoire virtuel d'une culture-monde, ancrée historiquement dans une localité particulière. Le capital social est le capital d'une nouvelle « nouvelle économie », qui montre dans le bassin sidérurgique lorrain, comme en Inde, où cela fait déjà l'objet d'une théorisation autour d'Amartya Sen, sa capacité à développer les territoires méconnus par le capital financier.

[1] Günther Wallraff, *Tête de turc*, La découverte, Paris, 1986, pages 99 et suivantes sur les conditions de travail dans les tâches externalisées par Thyssen dans la sidérurgie allemande.

[2] Antonio Negri, *Exil*, Mille et une nuits, Paris, 1997

[3] Anne-Marie Blanc, *Pays-Haut*, Editions Serpenoise, Metz, 1988, Roman sur les transformations, le peuplement et la vie quotidienne de 1889 à 1939 et Serge Bonnet, *L'homme du fer*, Tome I 1889-1930, S.M.E.I., Metz, 1975

[4] Serge Bonnet, « Article 4 du règlement des Cités ouvrières des Hauts Fourneaux de Saulnes : Dans le cas où pour une cause quelconque un ouvrier cessera le travail à la Société, il cessera d'avoir le droit d'occuper le logement du jour même se la cessation du travail et il devra évacuer les lieux de corps et de biens dans les huit jours... », *op. cit.* page 75.

[5] Pierre Belleville, *Laminage Continu*, Julliard, Paris, 1968

[6] Mike Davis, *City of Quartz*, La Découverte, Paris, 1999 (traduction française)

[7] J.Y. Rognant, F. Rosso, C. Romain, *Où va la sidérurgie*, Syros, Paris, 1977

[8] Pierre Belleville, *op. cit.*

[9] Pierre Belleville, *op. cit.*, pages 300 et suivantes

- [10] Il est à noter que la majorité des sidérurgistes n'est pas originaire de Lorraine. Voir Elia Bortignon, Daniel Laumesfeld, Smaïn Mebarki et Jean Philippe Ruiz, *Les passagers du Solstice*, Editions Serpenoise, Metz, 1987 ainsi que Adrien Printz, *Les immigrés*, 1979.
- [11] Caroline Poulin et Djamel Klouche, Contrat d'Etude Plan Urbain - EMPL-DDE 57 -DDE54 « Vers une configuration urbaine alternative : l'exemple du bassin sidérurgique et ferrifère lorrain », mars 1998, pages 34 à 41.
- [12] Gérard Noiriel, « L'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel », Quatrième conférence CILAC, Lyon-Grenoble 1981, Editions du CNRS, Paris 1985.
- [13] Robert Rochefort, *Le consommateur entrepreneur*, Editions Odile Jacob, Paris, 1997, pages 131 à 135.
- [14] Christian Marazzi, *E il denaro va*, Bollati Boringhieri/Edizioni Casagrande, Turin-Bellinzona, 1998. « La puissance du peuple consommateur », pages 35 et 36
- [15] La vente des logement de la sidérurgie et des mines a été et est encore un levier de développement pour le bassin sidérurgique, il y a une similitude entre la vente de ce patrimoine immobilier aux occupants et la relance du textile suite l'écroulement du prix du coton lors de la crise de 1842 analysé par Christian Marazzi dans son livre *E il denaro va*, page 33 et suivantes, (traduction en cours par François Rosso et Anne Querrien) et dont nous publions un extrait dans ce numéro.
- [16] Etude CLCV Moselle « La ville émergente et le pouvoir constituant : l'exemple du bassin sidérurgique lorrain. »
- [17] Christian Marazzi, *La place des chaussettes*, Editions de l'Eclat, Paris, 1998, page 169 et suivantes.
- [18] La gestion de la misère et de l'exclusion produit des emplois et peut être comparée avec la production de « richesse » par la faim dans le Nord-Est brésilien, décrite par Robert Linhart dans *Le sucre et la faim*, Les Editions de Minuit, Paris, 1980, pages 53 à 55.
- [19] Marazzi Christian, *La place des chaussettes*, *op. cit.*, pages 81 à 97.
- [20] Antonio Negri, *Le pouvoir constituant*, Presses Universitaires de France, Paris, 1997.
- [21] Voir les ravages d'Alain Tarrius.